

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que l'instauration d'un nouveau régime du temps de travail dans la S.A. Mólnlycke, à Waremmé, justifie l'octroi immédiat d'une dérogation temporaire à certaines dispositions de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux travailleurs de la S.A. Mólnlycke, à Waremmé, qui seront occupés conformément aux dispositions de l'article 3 de la convention d'aménagement du temps de travail, conclue le 14 avril 1987 entre la S.A. Mólnlycke, à Waremmé, les membres de la délégation syndicale des travailleurs de cette entreprise et les organisations représentatives des travailleurs, et signée par Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, et à leur employeur.

Art. 2. La procédure visée à l'article 11 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail ne doit pas être suivie pour l'introduction de l'horaire mentionné à l'article 3 de la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1er.

Art. 3. L'employeur visé à l'article 1er peut déroger aux articles 11 et 29, § 1er, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Art. 4. Par dérogation aux articles 4, 6 à 8, 11 et 14 de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, il peut être appliqué en matière de jours fériés un régime conforme à l'article 8 de la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1er.

Art. 5. Les dérogations visées aux articles 2 à 4 ne sont accordées que pour la durée de l'expérience d'aménagement du temps de travail, telle qu'elle est décrite par la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1er, et cesseront d'être en vigueur le 1er avril 1988.

Art. 6. Les dérogations visées aux articles 2 à 4 ne sont accordées que dans la mesure où la S.A. Mólnlycke, à Waremmé, respecte la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1er.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1987.

Art. 8. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 27 juillet 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat aan de N.V. Mólnlycke, te Borgworm, onverwijld een tijdelijke afwijking moet worden toegekend van sommige bepalingen van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, van de arbeidswet van 16 maart 1971 en van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen opdat een nieuwe arbeidsregeling in de onderneming kan worden toegekend;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werknemers van de N.V. Mólnlycke, te Borgworm, die zullen worden tewerkgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd, gesloten op 14 april 1987 tussen de N.V. Mólnlycke, te Borgworm, de leden van de vakbondsafvaardiging van de werknemers van voormelde onderneming en de representatieve werknemersorganisaties, en medeondertekend door Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, en op 'hun werkgever.

Art. 2. De procedure zoals bedoeld bij artikel 11 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen moet niet worden gevolgd bij het invoeren van de urregeling zoals vermeld in artikel 3 van de bij artikel 1 bedoelde overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd.

Art. 3. De bij artikel 1 bedoelde werkgever kan afwijken van de artikelen 11 en 29, § 1, van de arbeidswet van 16 mars 1971.

Art. 4. In afwijking van de artikelen 4, 6 tot 8, 11 en 14 van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen kan een regeling inzake de feestdagen worden toegepast overeenkomstig artikel 8 van de bij artikel 1 bedoelde overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd.

Art. 5. De bij de artikelen 2 tot 4 bedoelde afwijkingen worden enkel toegestaan voor de duur van het experiment tot aanpassing van de arbeidstijd, zoals omschreven door de bij artikel 1 bedoelde overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd, en houden op van kracht te zijn uiterlijk op 1 april 1988.

Art. 6. De bij de artikelen 2 tot 4 bedoelde afwijkingen worden enkel toegestaan in de mate dat de N.V. Mólnlycke, te Borgworm, de overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd zoals bedoeld bij artikel 1, respecteert.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1987.

Art. 8. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 27 juli 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 87 — 1539

6 JUILLET 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1er et 4;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles notamment l'article 6, § 1er, II, 1°;

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 87 — 1539

6 JULI 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, meer bepaald op artikel 1 en 4;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, meer bepaald op artikel 6, § 1, II, 1°;

Vu l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs;

Considérant que les courses, les entraînements et les essais de véhicules automoteurs constituent une pollution sonore pour le voisinage;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 3. § 1er. Sont interdites les activités se déroulant sur des circuits ou terrains utilisés de façon non permanente situés à moins de trois cent cinquante mètres de la limite des sites ci-après énumérés :

1° les agglomérations, à savoir un ensemble d'habitations disposées de telle manière que, dans un rayon de 100 m autour d'une habitation quelconque de l'ensemble, se trouvent plus de cinq autres habitations;

2° les établissements requérant le silence tels que : les établissements de soins, les maisons de repos, les établissements scientifiques et d'enseignement, les centres culturels, les bibliothèques publiques et les musées;

3° les régions classées comme réserve naturelle, réserve forestière ou parc naturel telles qu'elles sont définies dans la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

4° les zones naturelles d'intérêt scientifique ou les réserves naturelles, telles que définies dans l'arrêté royal du 28 décembre 1972 relatif à la présentation et la mise en œuvre des projets de plans et des plans de secteur;

5° les plages, terrains de camping, parcs résidentiels de camping et parcs résidentiels de week-end;

6° les parcs publics.

§ 2. Sont interdites les activités sur des circuits ou terrains utilisés de façon permanente situés à moins de cinq cents mètres de la limite des sites énumérés au § 1er du présent article.

Art. 4. § 1er. La distance fixée par l'article 3, § 1er, est ramenée à deux cents mètres lorsque les véhicules à moteur satisfont selon le cas :

— soit aux dispositions de la réglementation relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques;

— soit aux dispositions de la réglementation relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques.

§ 2. La distance visée à la disposition prohibitive de l'article 3, § 2 du présent arrêté est ramenée à trois cents mètres s'il est satisfait aux conditions prévues au § 1er du présent article. »

Art. 2. Un article 4bis et un article 4ter, rédigés comme suit, sont insérés dans l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs :

« Art. 4bis. § 1er. Sont interdites les activités sur des terrains ou circuits utilisés de façon non permanente et situés à moins de cinquante mètres d'une habitation qui n'est pas l'habitation de l'exploitant du circuit ou du terrain;

§ 2. Sont interdites les activités sur des terrains ou circuits utilisés de façon permanente et situés à moins de septante cinq mètres d'une habitation qui n'est pas l'habitation de l'exploitant du circuit ou du terrain.

Art. 4ter. § 1er. Des dérogations aux dispositions prohibitives des articles 3 et 4 ne peuvent être accordées que pour les terrains ou circuits utilisés avant le 1er juin 1974.

§ 2. Des dérogations aux dispositions prohibitives de l'article 5 ne peuvent être accordées que pour les terrains ou circuits qui ont fait l'objet d'une autorisation délivrée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs. »

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen;

Overwegende dat de wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen geluidsoverlast veroorzaken in de omgeving;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 3. § 1. De activiteiten zijn verboden : op niet permanent gebruikte omlopen of terreinen die gelegen zijn op minder dan driehonderd vijftig meter van de rand van de hierna genoemde plaatsen :

1° bebouwde kommen, met name een verzameling woningen die zodanig gegroepeerd zijn dat er binnen een afstand van 100 m van een willekeurige woning uit de verzameling, meer dan vijf andere woningen zijn;

2° stilte-behoevende inrichtingen : verplegingsinrichtingen, bejaardentehuizen, wetenschappelijke en onderwijsinrichtingen, kulturele centra, openbare bibliotheken en musea;

3° gebieden die als natuurreservaat, bosreservaat of natuurpark werden gerangschikt, zoals bepaald in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

4° natuurgebieden met wetenschappelijke waarde of natuurreservaten, zoals bepaald in het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen;

5° stranden, kampeerterreinen, kampeerverblijfparken en weekendverblijfparken;

6° wandelparken.

§ 2. De activiteiten, op permanent gebruikt omlopen of terreinen die gelegen zijn op minder dan vijfhonderd meter van de rand van de in § 1 van dit artikel genoemde elementen, zijn verboden.

Art. 4. § 1. De afstand bepaald in artikel 3, § 1, is slechts tweehonderd meter indien de motorvoertuigen, naar gelang van het geval, voldoen aan :

— ofwel de bepalingen van de reglementering inzake de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen;

— ofwel de bepalingen van de reglementering inzake de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen.

§ 2. In de verbodsbepalingen van artikel 3, § 2 van dit besluit wordt de aldaar bepaalde afstand beperkt tot driehonderd meter, indien is voldaan aan de voorwaarden genoemd in § 1 van dit artikel. »

Art. 2. In het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test en oefenritten met motorvoertuigen, wordt een artikel 4bis en een artikel 4ter, opgesteld als volgt, ingelast :

« Art. 4bis. § 1. De activiteiten op niet-permanent gebruikte omlopen of terreinen die gelegen zijn op minder dan vijftig meter van een woning die niet de woning van de uitbater van de omloop op het terrein is, zijn verboden;

§ 2. De activiteiten op permanent gebruikte omlopen of terreinen, die gelegen zijn op minder dan vijfenzeventig meter van een woning, die niet de woning van de uitbater van de omloop of het terrein is, zijn verboden.

Art. 4ter. § 1. Afwijkingen van de verbodsbepalingen van de artikelen 3 en 4 zijn slechts mogelijk voor omlopen of terreinen die vóór 1 juli 1974 in gebruik waren.

§ 2. Afwijkingen van de verbodsbepalingen van artikel 5 zijn slechts mogelijk voor omlopen of terreinen waarvoor een vergunning is gegeven overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen. »

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE
Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
Mme M. SMET

F. 87 — 1540

16 JUIN 1987. — Arrêté ministériel exonérant la spécialité Viscomin, comprimés, de la prescription médicale

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifiée par la loi du 21 juin 1983, notamment l'article 6, alinéa 3;
Vu l'avis de la Commission des médicaments,

Arrête :

Article 1er. La délivrance de la spécialité pharmaceutique Viscomin, comprimés, n'est plus soumise à prescription médicale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juin 1987.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

F. 87 — 1541

16 JUIN 1987. — Arrêté ministériel exonérant le médicament Bromhexine, comprimés, de la prescription médicale

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifiée par la loi du 21 juin 1983, notamment l'article 6, alinéa 3;
Vu l'avis de la Commission des médicaments,

Arrête :

Article 1er. La délivrance du médicament Bromhexine, comprimés, n'est plus soumise à prescription médicale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juin 1987.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

F. 87 — 1542

16 JUIN 1987. — Arrêté ministériel exonérant la spécialité Mebeverine 135 Trenker, comprimés, de la prescription médicale

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifiée par la loi du 21 juin 1983, notamment l'article 6, alinéa 3;
Vu l'avis de la Commission des médicaments,

Arrête :

Article 1er. La délivrance de la spécialité pharmaceutique Mebeverine 135 Trenker, comprimés, n'est plus soumise à prescription médicale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juin 1987.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE
De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
Mevr. M. SMET

N. 87 — 1540

16 JUNI 1987. — Ministerieel besluit waardoor de specialiteit Viscomin, tabletten, van het geneeskundig voorschrift vrijgesteld wordt

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, gewijzigd door de wet van 21 juni 1983, inzonderheid artikel 6, alinea 3;
Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie,

Besluit :

Artikel 1. De aflevering van de farmaceutische specialiteit Viscomin, tabletten, is niet meer aan een geneeskundig voorschrift onderworpen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 16 juni 1987.

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

N. 87 — 1541

16 JUNI 1987. — Ministerieel besluit waardoor het geneesmiddel Bromhexine, tabletten, van het geneeskundig voorschrift vrijgesteld wordt

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, gewijzigd door de wet van 21 juni 1983, inzonderheid artikel 6, alinea 3;
Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie,

Besluit :

Artikel 1. De aflevering van het geneesmiddel Bromhexine, tabletten, is niet meer aan een geneeskundig voorschrift onderworpen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 16 juni 1987.

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

N. 87 — 1542

16 JUNI 1987. — Ministerieel besluit waardoor de specialiteit Mebeverine 135 Trenker, tabletten, van het geneeskundig voorschrift vrijgesteld wordt

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, gewijzigd door de wet van 21 juni 1983, inzonderheid artikel 6, alinea 3;
Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie,

Besluit :

Artikel 1. De aflevering van de farmaceutische specialiteit Mebeverine 135 Trenker, tabletten, is niet meer aan een geneeskundig voorschrift onderworpen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 16 juni 1987.

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER